



GEMEINSAM
für soziale
Gerechtigkeit

ENSEMBLE
pour la justice
sociale

INSIEME
per la giustizia
sociale

Unia

Résolution

Pour une politique industrielle fondée sur des critères sociaux et écologiques

Comme dans d'autres puissances économiques capitalistes, la situation économique en Suisse est tendue. Elle reflète une crise substantielle de son principe : le profit pour 1 % de la population au détriment des 99 % restants. Les guerres commerciales mondiales, exacerbées par le gouvernement américain en particulier, sont l'expression de cette crise et ne font que l'aggraver. Les travailleurs et travailleuses du monde entier n'ont rien à y gagner, car ces conflits douaniers augmentent la pression sur les conditions de travail. Unia s'engage donc pour un commerce équitable ainsi que pour une coopération pacifique et juste entre les Etats et les peuples. Dans le même temps, il réclame une politique industrielle active qui relève les défis tant sociaux qu'écologiques.

Le travail est un droit

Grâce à l'engagement sans faille d'Unia, le droit au chômage partiel a été prolongé de 18 à 24 mois avec un large soutien parlementaire. Cela confirme qu'il convient de surmonter les difficultés temporaires sans licenciements ni destruction du savoir-faire.

Unia exige la pleine compensation salariale pour toutes les personnes concernées par le chômage partiel. Les entreprises doivent en outre renoncer à tout licenciement pendant la durée du versement de l'indemnité pour réduction de l'horaire de travail. En effet, lorsque l'on touche des fonds publics pour sauvegarder des emplois, on n'a pas le droit de renvoyer des gens.

La reconversion écosociale comme perspective

La crise climatique concerne l'ensemble de la société. La loi sur le climat et l'innovation (LCI) engage l'administration fédérale à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2040, et les secteurs du bâtiment, des transports et de l'industrie d'ici à 2050. Ce ne sera possible que si des mesures décisives dans ce sens sont prises tout de suite.

Certains milieux réclament la production accrue d'armements. Ce serait une aberration totale. Unia s'engage résolument en faveur d'une orientation cohérente de la production vers la durabilité sociale et écologique. Cela implique aussi de renforcer les chaînes de valeur ajoutée locales dans des industries phares socialement utiles.

Au lieu de supprimer les moyens destinés à promouvoir l'industrie et la transition écologique, comme l'a décidé le Conseil fédéral dans le cadre de son « programme d'allègement budgétaire 2027 », il y a lieu de promouvoir la transformation nécessaire par des programmes publics d'innovation et d'investissement dans le domaine civil.

Renforcer les marchés publics

Il existe déjà des outils de gestion pour atteindre ces objectifs. Notamment les marchés publics, qui représentent une quarantaine de milliards de francs par an. La loi fédérale sur les marchés publics (LMP) révisée en 2021 prévoit la prise en compte de critères sociaux, écologiques et stratégiques lors de l'adjudication des marchés.

Concrètement, il convient d'intégrer les facteurs que sont la couverture CCT chez les producteurs et les fournisseurs, les effets sur la Suisse, place économique et formatrice, mais aussi les émissions de CO₂, le recyclage des matériaux et l'intégration dans les chaînes de production locales.

Unia exige l'application rigoureuse de ces critères, aussi dans les cantons et les communes, qui devront ajuster leurs dispositions légales si nécessaire.



GEMEINSAM
für soziale
Gerechtigkeit

ENSEMBLE
pour la justice
sociale

INSIEME
per la giustizia
sociale

Unia

Utiliser les instruments de promotion existants et en développer de nouveaux

Il existe d'ores et déjà, aux niveaux cantonal et communal, des formats pour des programmes d'innovation et d'investissement, tels que le Fonds pour l'industrie vaudois, les Aides financières pour projets novateurs à Neuchâtel ou la Fondation Fondetec de la ville de Genève.

Unia demande que d'autres cantons et communes mettent sur pied des programmes semblables, qui satisfassent à des critères sociaux et écologiques stricts et renforcent la participation. Les moyens mis en œuvre devront protéger les personnes et la planète, et non les profits.

Redistribution plutôt que subventions publiques aux profits

De tels programmes ne doivent pas être financés par des impôts par tête antisociaux ou des mesures d'austérité, mais par une redistribution à la charge des grands groupes.

Dans de nombreux cantons, la mise en œuvre de l'imposition minimale-de l'OCDE sur les bénéfices des entreprises n'est pas encore effective. Unia s'engage pour que les recettes qui en résultent soient utilisées de manière ciblée aux niveaux cantonal ou national pour des investissements sociaux et écologiques.